

**Direction du Patrimoine  
DDP Pôle gestion immobilière**

**DAGJ-2024-194**

Nomenclature Acte : Locations

**OBJET : Avenant n° 2 à la convention établie avec l'association Les Amis de l'œuvre de l'Abbé Fouré pour la prolongation de la mise à disposition de locaux sis 26 avenue de la Varde à compter du 1er novembre 2024**

**LE MAIRE DE LA VILLE DE SAINT-MALO**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-22, L 2122-23, L 2131-1 et L 2131-2,

VU la délibération n° 2020-07-002 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 donnant délégation à Monsieur le Maire en application des articles susvisés,

VU l'arrêté n° 2023-032 du Maire en date du 13 février 2023, donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Virgile CRANCE, 1er adjoint,

VU le budget,

CONSIDERANT la possibilité pour la Ville de Saint-Malo de répondre favorablement, selon des conditions précises, à la demande de l'association Les Amis de l'Œuvre de l'Abbé Fouré pour la prolongation de la mise à disposition des locaux sis 26, avenue de la Varde à Saint-Malo,

**DECIDE**

Article 1 : De conclure un avenant n° 2 à la convention du 2 juin 2021 relative à la mise à disposition de l'association Les Amis de l'œuvre de l'Abbé Fouré représentée par, Madame Joëlle JOUNEAU, la Présidente, de locaux sis 26, avenue de la Varde afin que l'échéance soit prolongée jusqu'au 31 octobre 2026 selon les conditions exposées ci-dessous.

Article 2 : A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024 jusqu'au 31 octobre 2026 la mise à disposition est consentie à titre gratuit des mois de novembre à mars inclus, période pendant laquelle le site est fermé au public. En revanche, l'association acquittera une redevance d'occupation mensuelle d'un montant de 320 € tous les autres mois non concernés, soit d'avril à octobre inclus.

- Article 3 : Toutes les autres clauses de la convention du 2 juin 2021 (dont la répercussion par la Ville des charges d'eau et d'électricité calculées selon les consommations réelles) restent valables tant qu'elles ne sont pas contraires aux présentes dispositions.
- Article 4 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes, 3 Ctr De La Motte 35044 RENNES, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
- Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable Public du Service de Gestion Comptable sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Saint-Malo, le 23 octobre 2024

Pour le Maire et par délégation,

Le 1er Adjoint au Maire,  
Jean-Virgile CRANCE